REGERINGSKANSLIET

Ministère des Affaires Étrangères

Direction Presse et Information

Sous réserve de modifications

NE PAS PUBLIER AVANT
MARDI 19 SEPTEMBRE 14 H

(Traduction non officielle)

Déclaration de politique générale du Gouvernement présentée le mardi 19 septembre 2000 devant le Riksdag par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,

Altesses Royales,

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les députés,

Aujourd'hui s'ouvre la première session parlementaire de ce millénaire.

Nous pouvons le faire avec un sentiment d'humilité et de grande confiance en l'avenir.

Le chômage de masse est maîtrisé. La croissance est forte. La Suède occupe une position de tête dans la nouvelle économie. Nous sommes bien préparés à l'avenir.

Les conditions ont rarement été aussi favorables pour mener une politique économique active. Pour la première fois depuis près d'une décennie, les décisions des élus ne sont plus dictées par les contraintes politiques des déficits publics. Aujourd'hui nous pouvons choisir.

L'action politique s'orientera désormais vers la réduction des clivages qui existent encore au sein de notre population. Nous concentrerons nos forces sur l'amélioration de la sécurité pour tous, et donc de la liberté de chacun. Les enfants doivent être au cœur de notre politique.

Le temps des réformes est venu.

C'est sur la foi en l'homme et en sa capacité de s'épanouir dans la solidarité avec autrui que nous fondons notre vision. Le choix n'est pas entre croissance et justice. Nous avons la conviction que le développement et l'égalité des chances vont de pair. Le développement est plus solide quand tous ont la possibilité d'y contribuer et que tous peuvent en recueillir les fruits.

À l'heure de la mondialisation, cette conviction est partagée par un nombre grandissant de gouvernements de progrès. C'est un motif d'espoir et d'optimisme devant l'avenir.

* * *

Il est une mission qui dominera cette année parlementaire. Le 1er janvier 2001, la Suède prendra pour la première fois la présidence de l'Union européenne.

Trois thèmes seront particulièrement prioritaires :

Premièrement : L'élargissement de l'Union est la chance donnée à notre génération pour assurer la paix et la liberté, la démocratie et la prospérité dans toute l'Europe. La Suède entend travailler activement à l'avancement des négociations d'élargissement, dans le but de parvenir au cours de sa présidence à des progrès déterminants. Plus que tout autre facteur, l'élargissement aura des incidences sur notre environnement proche. La constellation d'États de bien-être mûrs et de jeunes démocraties en rapide croissance autour de la Baltique représente des chances uniques de développement dans notre région de l'Europe.

Deuxièmement : Le plein emploi est aujourd'hui l'objectif économique et social majeur de l'Union européenne. Le chômage doit être résorbé en Europe. Il y faut à la fois des réformes économiques et une meilleure intégration

sociale. Le sommet de l'emploi qui se tiendra en mars 2001 à Stockholm devra poser les jalons de l'action ultérieure. Dans l'intention de faire de l'Europe la plus compétitive et la plus dynamique des économies fondées sur la connaissance, s'engage aujourd'hui une coopération permettant une évaluation comparative des politiques nationales des États membres, tant entre eux que globalement.

Troisièmement : Le souci de l'environnement sera une idée-force de la présidence suédoise. L'action communautaire de lutte contre le changement climatique sera prioritaire, ainsi que l'élaboration d'une législation renforcée en matière de rejets de produits chimiques. Le sommet de l'environnement prévu en juin à Göteborg doit adopter une stratégie à long terme pour un développement écologiquement viable dans l'Union.

Ce n'est que par la transparence et la démocratie que l'UE pourra devenir une Union proche des citoyens. La dimension de l'égalité des chances doit être une partie intégrante de toutes les activités communautaires. La position des consommateurs doit être renforcée. Un groupe de recherche sera mis en place pour étudier les questions d'intérêt général et promouvoir un dialogue citoyen sur l'Union européenne de demain.

La Suède poursuivra l'action tendant à développer la capacité civile et militaire de l'Union en matière de gestion de crise et de prévention des conflits. La coopération entre l'UE et la Russie doit être encouragée. La sûreté nucléaire et l'environnement, la lutte contre la criminalité organisée et la situation de Kaliningrad feront l'objet d'une attention particulière.

Avant et pendant la présidence suédoise, le gouvernement entretiendra des contacts permanents avec les partis parlementaires. Nous tenons à voir s'instaurer une étroite coopération entre les divers acteurs à même de diffuser connaissances et information sur la coopération européenne. En même temps, la présidence de l'Union sera pour nous une chance unique d'offrir une vitrine de ce que la Suède a de meilleur.

* * *

Où que nous vivions dans le monde, nous sommes confrontés à la pauvreté et à l'oppression, à l'exode des réfugiés, à la guerre et à l'armement nucléaire. Ces

menaces ne peuvent être conjurées que dans la coopération et la solidarité. Aucune nation ne peut se dérober à cette responsabilité.

Dans le même temps, la mondialisation implique de grandes possibilités d'apporter la prospérité et la démocratie à tous. C'est ce qui a fait toute la portée du Sommet du millénaire des Nations Unies. Ses conclusions serviront de base à la poursuite de la réforme de l'ONU. Pour la Suède comme pour les autres États membres, il s'agit maintenant d'honorer nos engagements. L'objectif est la liberté de tous les peuples et la paix dans le monde entier.

L'aide suédoise au développement augmente rapidement au rythme de notre propre croissance. Le gouvernement aspire à atteindre l'objectif d'un pour cent assigné à l'aide.

Le Ministre du commerce aura pour mission de conduire un groupe de travail chargé de formuler une politique suédoise concertée pour la mondialisation. La Suède œuvrera pour la reprise des négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La réforme et la rationalisation de la coopération internordique se poursuivent.

La non-participation de la Suède aux alliances militaires, visant à permettre à notre pays de rester neutre en cas de guerre dans notre environnement proche, demeure. La réforme de la défense totale est en cours. La capacité de conduire des actions à l'étranger pour prévenir, apaiser et résoudre des conflits est essentielle. La participation de la Suède aux actions de prévention et de gestion des crises dans le cadre de l'UE est à voir aussi comme une contribution aux Nations Unies et à l'action internationale en faveur de la paix.

* * *

L'égale dignité de tous les êtres humains est le fondement de la démocratie. Mais la démocratie ne peut jamais être tenue pour acquise. Elle est à reconquérir sans cesse, pour chaque génération nouvelle. Le débat sur les valeurs fondamentales de la démocratie doit rester vivant. Son expression concrète, dans les organisations bénévoles, les mouvements populaires et les groupes de développement local, de même que dans les nouveaux réseaux émergents, doit être encouragée. L'action en vue d'accroître l'influence des jeunes se poursuit. Les

conclusions de la Commission d'enquête sur la démocratie seront débattues dans le cadre d'une consultation de grande ampleur. Un soutien spécial est prévu pour le développement de la démocratie locale. Une commission d'enquête sur le pouvoir au regard de la politique de l'intégration s'est mise au travail.

La lutte pour la dignité humaine – contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie – est l'une des questions cruciales de notre temps. C'est une lutte qui ne peut être remportée que par la participation active de la société civile. Un plan d'action national sera présenté. De larges efforts seront entrepris pour améliorer les compétences au sein de l'appareil judiciaire. Un soutien continuera d'être apporté au projet EXIT.

Dans le sillage du *Forum international de Stockholm sur l'Holocauste,* une conférence aura lieu tous les ans. La prochaine, intitulée *Forum de Stockholm sur la Conscience et l'Humanisme – Pour combattre l'intolérance*, se tiendra les 29 et 30 janvier 2001. Consacrée à une action préventive concrète pour une meilleure compréhension entre les hommes au quotidien, elle aura pour objectif de préciser la coopération internationale et de faire progresser les connaissances et la préparation à l'action parmi les catégories professionnelles qui ont fréquemment affaire à des membres de mouvements antidémocratiques.

* * *

Nous avons lieu d'être fiers de la Suède, mais nous ne sommes pas satisfaits.

Aussi longtemps que la sécurité n'est pas assurée à tous, aussi longtemps que subsiste la moindre injustice, un gouvernement social-démocrate a sa mission évidente à remplir.

Les services de santé, l'école et l'accueil des enfants et des personnes âgées doivent être d'une qualité élevée et uniforme partout dans notre pays. La protection sociale doit être financée en commun et couvrir toute la population. Mais les engagements collectifs que nous contractons aujourd'hui pour la protection sociale doivent rester dans la limite de ce que nous pourrons assumer lorsque les temps seront plus difficiles. C'est pourquoi les objectifs de la politique

économique restent inchangés. C'est pourquoi l'amortissement de la dette publique sera accéléré.

L'excédent croissant des finances publiques permet maintenant de s'attaquer avec vigueur aux carences, aux injustices et aux clivages entre les individus et les régions.

Les réformes seront mises en chantier dans le courant de cette année parlementaire et menées à bien dans les années qui viennent.

Les enfants doivent être la priorité des priorités. « Le seul lien concret que nous ayons vraiment avec l'avenir, ce sont les enfants », a dit un jour Olof Palme. Les conditions qui sont celles des enfants et des jeunes d'aujourd'hui sont déterminante pour ce que sera l'avenir de la Suède. Une politique axée sur l'avenir impose de donner à l'enfant la première place.

La durée de l'assurance parentale doit être allongée et ses modalités assouplies. Les allocations familiales, le supplément pour familles nombreuses et l'allocation d'études seront relevés. Un plafond de redevances sera mis en place dans les services préscolaires et périscolaires, et l'accès aux établissements préscolaires sera étendu à tous les enfants de quatre et cinq ans. Les enfants dont les parents sont en chômage ou en congé parental pour s'occuper d'un enfant plus jeune auront droit à un accueil préscolaire. L'effort en faveur des écoles maternelles de langues étrangères dans les grandes zones urbaines se poursuit. Des journées de contact seront instaurées pour associer les parents à la scolarité de leurs enfants. Les aides à l'adoption seront fortement majorées.

Tous les élèves ont droit au soutien dont ils ont besoin pour atteindre les objectifs en matière de connaissances. Toutes les écoles doivent offrir une qualité uniformément élevée. Le niveau des subventions nationales aux écoles sera relevé de cinq milliards de couronnes. Ce relèvement sera mis en œuvre progressivement sur une période de cinq ans. Cela représente environ 15 000 adultes de plus à l'école. Davantage d'enseignants recevront une formation de pédagogie spéciale et davantage bénéficieront de mesures de développement des compétences. Le nombre d'heures d'enseignement sera augmenté pour tous les programmes du lycée.

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant doit être respectée. La position de l'Ombudsman des enfants doit être renforcée.

Une politique de la famille moderne et souple, placée sous le signe de l'égalité des chances, accroît les possibilités pour chacun de faire les choix de vie qui engagent sa profession et son avenir en fonction des besoins des enfants et de la famille. Au vu d'un taux de natalité historiquement bas, des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires dans le domaine de la politique familiale.

La Suède est et doit rester le pays du monde le plus accueillant pour les enfants.

L'assurance accidents du travail et maladies professionnelle doit être réformée. Les victimes de maladies professionnelles ou d'accidents du travail ont droit à une évaluation raisonnable de leur lésion, et l'indemnisation doit mieux suivre l'évolution des revenus.

Il faut mettre un terme à la dévalorisation de l'assurance chômage.

Le principe de la compensation de la perte de revenu doit être réaffirmé. Les plafonds de l'assurance chômage seront relevés, en commençant par deux étapes, le 1er juillet 2001 et le 1er janvier 2002.

La durée du travail sera réduite. Le nombre de jours de congé doit être accru progressivement. Les salariés doivent avoir plus d'influence sur l'aménagement de leurs congés.

Le développement des compétences doit s'intensifier dans la vie professionnelle. Un dispositif de développement des compétences personnalisé sera mis au point pour les travailleurs.

La santé dentaire ne doit pas redevenir une marque de statut social.

Les crédits des services dentaires seront par conséquent accrus de 500 millions de couronnes sur trois ans. Le plafonnement des frais dentaires doit être renforcé, en particulier pour les personnes âgées.

Toute la Suède doit vivre. Les équipements routiers et ferroviaires seront modernisés dans l'ensemble du pays. Des investissements nouveaux seront effectués. Un programme cohérent de modernisation des infrastructures suédoises, ancré parmi les intervenants locaux aussi bien que régionaux, sera élaboré. Une politique régionale moderne et axée sur l'avenir sera présentée.

Les cotisations syndicales sont à mettre sur le même plan que les cotisations versées aux organisations patronales. Elles donneront donc à droit à déduction fiscale.

Seule une ferme volonté politique permet une redistribution équitable des fruits d'une prospérité croissante. Les sacrifices consentis par les salariés dans les années difficiles que nous avons vécues ne doivent pas servir à financer, dans les années fastes à venir, des baisses d'impôts pour les gros revenus.

* * *

Demain, le projet de budget pour l'an 2001 sera déposé sur le bureau du Riksdag. Un budget qui est l'aboutissement d'une collaboration entre le gouvernement social-démocrate, les Verts et le Parti de la gauche.

C'est un puissant budget de réforme axé sur le renforcement de la justice et sur la poursuite d'une évolution positive de l'économie.

Le bien-être doit être amélioré, la justice renforcée. Les ressources des collectivités locales s'accroissent actuellement de manière notable, en raison de l'élévation des subventions d'État d'une part, de l'augmentation des recettes fiscales de l'autre. C'est, à long terme, un gage de qualité pour la santé, l'école et l'accueil des enfants et des personnes âgées.

Les soins de santé primaires, de psychiatrie et de gériatrie seront améliorés. La qualité des soins médicaux dispensés dans les structures pour personnes âgées sera relevée, les connaissances en matière de médecine non hospitalière renforcés. Des médecins et des infirmières seront formés en plus grand nombre.

La Suède devra être rendue plus accessible aux handicapés. Une dimension « handicapés » devra sous-tendre les activités des administrations dans leur ensemble. Les handicapés de plus de 65 ans pourront continuer à profiter d'une assistance personnelle.

Les retraités les plus défavorisés verront leur situation économique s'améliorer par un nouveau relèvement du complément logement et par l'abaissement des taxes sur le logement. Les tarifs appliqués dans les structures d'accueil aux personnes âgées devront être compréhensibles et raisonnables. Les retraités économiquement faibles devront disposer de moyens suffisants après avoir payé leurs frais de prise en charge.

Les travaux engagés pour réformer le système de retraite seront menés à leur terme. La Suède se dote d'un régime de retraite-vieillesse performant pour l'avenir. Une vaste campagne d'information sera réalisée pour mieux faire connaître le nouveau régime de retraite.

De nouvelles mesures seront prises pour compenser le poids des cotisations sociales. Le montant de l'abattement à la base sera relevé pour améliorer la situation économique des foyers de salariés et des retraités percevant la pension complémentaire nationale. Le plafond au-dessus duquel est payé l'impôt d'État sur le revenu sera relevé pour en réduire le nombre des assujettis.

La lutte contre la criminalité et les origines du crime sera renforcée. L'institution judiciaire se verra allouer des ressources nettement accrues. Le nombre de policiers sera augmenté et les moyens accordés à la police pour prévenir et combattre le crime seront majorés.

Les emplois doivent augmenter en nombre et s'améliorer. La volonté de tous d'avoir un travail constitue l'atout majeur de la nation. Il semblerait que l'objectif des quatre pour cent de chômage déclaré puisse être atteint dans le courant de l'année. La politique est maintenant axée sur le plein emploi. Tous ceux qui le souhaitent devront pouvoir avoir un travail.

Le réaménagement de la politique de l'emploi sera poursuivi. La priorité sera donnée à l'occupation rapide des postes vacants et à l'embauche des chômeurs de longue durée. La garantie d'activité sera développée. Des moyens

supplémentaires seront alloués pour aider immigrés et handicapés à trouver du travail. L'action engagée pour améliorer et simplifier la réglementation sur les entreprises sera poursuivie.

Toute forme de discrimination est inacceptable dans une société qui se respecte. Celle-ci ne peut se développer qu'en donnant à tout individu les moyens de se sentir responsable – sans référence à son sexe, à son inclination sexuelle, à son origine ethnique ou culturelle. La Suède devra tirer son énergie de la diversité.

La législation sur l'égalité des sexes sera renforcée pour que soit atteint l'objectif du salaire égal à travail égal. Une dimension égalitaire sous-tendra l'ensemble des volets de la politique gouvernementale.

L'influence des travailleurs sur le travail devra s'accroître. Les problèmes de santé liés au travail devront diminuer. Un plan d'action visant à un renouveau de la vie professionnelle sera présenté. Des ressources accrues seront allouées aux travaux effectués pour améliorer le cadre de travail.

Les partenaires sociaux portent une grande responsabilité dans la recherche d'une évolution des salaires qui contribue à une augmentation régulière des salaires réels, à une inflation limitée et à une compétitivité aiguisée.

Connaissances et recherche rendent le développement durable.

Une action pluriannuelle d'envergure destinée à la recherche suédoise est mise en œuvre, dont l'objectif est d'augmenter de manière notable le nombre des chercheurs diplômés dans les dix années à venir. Près de 1,3 milliard de couronnes sera investi d'ici 2003 dans la recherche fondamentale et la formation des chercheurs. Des efforts particuliers seront déployés à l'intention des jeunes chercheurs. Le nombre de chercheurs femmes devra augmenter. Les sciences et technologies continueront d'être les secteurs prioritaires. Parallèlement, enseignement et recherche seront, dans le domaine des sciences sociales et des lettres, dotés d'un soutien accru. L'enseignement supérieur se verra donner la possibilité d'offrir à un peu plus de 200 étudiants la chance de faire des études en stylisme.

Les biotechnologies sont un secteur en forte expansion. La recherche suédoise y occupe une place de premier rang, de nombreuses entreprises de renom, axées sur le savoir, sont présentes dans notre pays. Une action d'envergure au profit de la recherche sera engagée et un Forum de la recherche sera mis en place pour établir un dialogue sociétal ouvert sur les questions d'éthique que pose la recherche dans le domaine des biotechnologies.

Le développement de l'enseignement supérieur dans l'ensemble du pays sera poursuivi. L'objectif est de faire en sorte que la moitié d'une classe d'âge ait entrepris des études supérieures avant l'âge de 25 ans. L'enseignement à distance sera développé, le recrutement élargi. La diversité sociale et ethnique de l'université devra s'accroître. Les municipalités devront prendre leur part de responsabilité pour apporter une solution au problème du logement des étudiants. L'« Initiative pour le savoir » du gouvernement sera poursuivie.

La Suède devra conserver sa place de premier plan dans le domaine de technologies de l'information. À compter du 1er janvier prochain, des allégements fiscaux seront concédés aux foyers et aux entreprises de Suède investissant dans les systèmes à haut débit. Compétitivité et modicité des prix seront encouragés. Le développement du commerce électronique sera accéléré. L'effort engagé dans l'emploi des technologies de l'information dans l'enseignement sera poursuivi.

Une solution aux grandes menaces écologiques devra être apportée dans l'espace d'une génération. Les quinze objectifs environnementaux seront précisés et de nouvelles mesures proposées. De concert avec les représentants de l'industrie et du commerce, le gouvernement suédois souhaite stimuler et développer l'emploi de technologies écologiques dans les entreprises. Des contraintes environnementales devront être posées dans l'ensemble des marchés publics. Le passage graduel à l'introduction d'une fiscalité écologique favorise et l'emploi et l'environnement. La fermeture de la deuxième tranche de la centrale nucléaire de Barsebäck interviendra dès qu'auront été remplies les conditions fixées par le Riksdag.

L'évolution positive doit se répandre dans l'ensemble du pays.

Le dépeuplement des régions à faible densité de population devra être combattu. Les travaux entamés pour mettre sur pied des accords régionaux de développement se poursuivront. Une prime temporaire de reconversion destinée aux conseils généraux les plus durement touchés sera introduite en 2001. Les communes confrontées à des problèmes particulièrement graves continueront d'obtenir l'aide de la Délégation aux communes.

La construction de logements devra augmenter. Les sociétés d'habitation d'utilité publique devront être défendues et l'immobilier locatif renforcé. L'impôt immobilier sera fortement abaissé sur les immeubles locatifs.

Le manque de logements et la ségrégation qui se développent dans les grandes agglomérations urbaines doivent être combattus. Dans la région de Stockholm, un nouveau quartier, moderne, avec possibilités de travail et de logement, sera aménagé sur l'ancien aéroport de Tullinge. Un comité de réflexion sera constitué, dont la mission sera d'améliorer les communications de la région de Stockholm et du Mälardalen.

L'agriculture suédoise est une agriculture moderne, adaptée à l'environnement et respectueuse de l'animal. La compétitivité des denrées alimentaires produites en Suède sera défendue. La taxe sur les engrais devra, de manière appropriée, être restituée aux agriculteurs. Un projet de loi en ce sens sera déposé dans le courant de l'année parlementaire.

* * *

Madame la Présidente,

La Suède possède une riche vie culturelle. Que nous nous devons de défendre et dont nous devons être fiers.

La condition des artistes sera améliorée. Un nombre accru d'acteurs indépendants verront leurs moyens de subsistance assurés par l'existence du groupe de comédiens indépendants « Teateralliansen ». L'accès aux bibliothèques et aux musées sera amélioré. Les dépenses locatives des organismes culturels seront réexaminées.

Dans notre société pluriculturelle, le suédois constitue un facteur déterminant pour la liberté de chaque individu, pour les opportunités qui lui sont offertes. La culture peut servir de tremplin au développement linguistique. Le livre et la lecture en particulier.

Donner aux enfants l'envie de lire est une responsabilité qui nous incombe à tous – parents, personnel scolaire et adultes d'horizons divers. Nous devons trouver le temps de nous déplacer avec nos enfants dans l'imagination, de nous laisser ensorceler et surprendre avec eux et d'observer un instant le monde avec des yeux nouveaux.

Tsatsiki, Sune, Fredda 8 ans et bien d'autres personnages de livres d'enfants sont importants. Ils sont porteurs de sentiments, de pensées et d'expériences que tout enfant peut partager – et de mots nouveaux avec lesquels il peut tenter de les exprimer.

C'est de cette façon que nous apprenons à nous reconnaître nous-mêmes dans les autres. De cette façon que, tous ensemble, nous contribuons à accroître cette tolérance, cette compréhension entre les êtres humains, si importante pour la démocratie.

* * *

Madame la Présidente,

Jamais plus la Suède ne doit se retrouver prise dans l'étau qu'un déficit croissant impose à sa politique.

La leçon tirée des années de crise laisse un goût amer. Mais peut-être nous a-t-elle également donné l'occasion d'apprécier cet État de bien-être qu'est la Suède et que nous avions souvent considéré auparavant comme une évidence.

Sachons tirer profit de la capacité d'hommes libres et confiants à concrétiser leurs idées, à réaliser leurs rêves de manière à faire progresser le développement.

Poursuivons l'édification de notre société de bien-être, lequel puise sa force dans la cohésion et l'aspiration des êtres à une solidarité avec autrui et les générations futures.

Faisons de cette session parlementaire non seulement l'amorce de la reprise des activités politiques d'un nouveau millénaire, mais également le point de départ d'une nouvelle ère de réformes politiques.